

2 Politique

Trois questions au... secrétaire général de l'OIF

« Le Gabon est un pays important pour la Francophonie »

Propos recueillis par Lin-Joël NDEMBET
Libreville/Gabon

A la veille de son séjour dans notre pays, depuis hier, cela jusqu'à samedi, la nouvelle dirigeante de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Canadienne Michaëlle Jean, a bien voulu nous accorder cet entretien. Occasion pour elle d'indiquer le sens qu'elle donne à cette première visite au Gabon depuis sa prise de fonctions. Tout comme elle revient sur les nouvelles orientations de la coopération entre le Gabon et l'OIF.

L'Union : Madame, vous êtes l'hôte du Gabon du 26 au 29 août. Quelle signification revêt à vos yeux cette visite, aussi bien au plan personnel que par rapport à l'Organisation internationale de la Francophonie à la tête de laquelle vous avez été portée en novembre 2014 ?

Michaëlle Jean : J'étais venue au Gabon avant mon élection au poste de secrétaire générale et j'avais promis au président Bongo de revenir. Je vous dirais que cette visite officielle revêt une signification d'autant plus particulière pour moi dans la mesure où le Gabon fut un des premiers pays que j'ai visités dans le cadre de ma réflexion avant ma campagne pour succéder au président Abdou Diouf à la tête de la Francophonie. Le Gabon est un pays important pour la Francophonie. D'abord, parce qu'il faut le rappeler : le Gabon est le pays africain où le français est le plus parlé. Ensuite, parce que la coopération menée entre le Gabon et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est très riche à travers l'ensemble de nos missions. Je salue d'ailleurs l'engagement indéfectible du Gabon dans la mise en œuvre des nouvelles



Photo : Baillieu Cyril

Mme Michaëlle Jean : "J'encourage toujours le dialogue et consensus là où les problèmes peuvent se poser".

stratégies de la Francophonie, notamment en matière d'économie, de jeunesse ainsi que dans le domaine du développement durable. Le but de ma visite est donc de renforcer ces liens et ces actions de coopération avec le Gabon. Cette visite officielle me donnera également l'occasion de rencontrer les acteurs politiques et économiques, ainsi que les jeunes, les femmes et les acteurs de la société civile pour les écouter et parler avec eux d'avenir à un moment où le continent africain est synonyme de promesse et de potentiel.

Au-delà des échanges purement culturels, dans quelle direction souhaiteriez-vous que s'oriente désormais en priorité la coopération entre l'OIF et le Gabon ?

La Feuille de route fixée par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet de Dakar nous invite à être créatifs, à être offensifs, à conjuguer étroitement stratégie et actions de terrain et, surtout, à rester en phase avec les grands enjeux internationaux émergents. C'est ainsi que je souhaite orienter et renforcer la coopération entre l'OIF et le Gabon. Une coopération au service et à l'écoute des jeunes et des femmes ; une coopération qui prône le développement humain, économique et durable pour tous ; une coopération basée sur l'échange d'expertises dans l'atteinte de nos objectifs communs et,

surtout, une coopération axée sur les résultats. Plus particulièrement, je souhaite que nous puissions développer davantage notre coopération dans des domaines où le Gabon fait figure de leader, comme le développement durable. Je sais, par exemple, que le Gabon a fait de la gestion durable des écosystèmes forestiers et de la valorisation de la biodiversité des axes majeurs de sa stratégie de développement économique « Gabon émergent ». L'OIF se tient prête à mobiliser son expertise pour accompagner le Gabon dans la réalisation de ce plan ambitieux. Le numérique est un autre domaine où le Gabon fait preuve de leadership et qui fait l'objet d'une excellente coopération avec l'OIF. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai choisi

d'annoncer le lancement officiel du Fonds francophone pour l'innovation numérique ici même à Libreville en présence du président Bongo. Enfin, je souhaite que l'OIF et le Gabon puissent intensifier leur collaboration dans le domaine de la coopération économique. L'OIF compte par exemple sur le Gabon pour assurer un rôle de premier plan en ce qui a trait à l'intégration économique de l'Afrique centrale, particulièrement dans le cadre des négociations commerciales impliquant la région.

Vous dont « le fil de la vie » s'achève par ce triptyque : « servir, contribuer, rassembler », comment appréhendez-vous le rôle de facilitatrice de dialogue entre la majorité et l'opposition que des acteurs politiques gabonais souhaiteraient vous voir jouer ?

L'ouverture, l'écoute et le dialogue sont indispensables à la politique que ce soit ici au Gabon ou ailleurs. Je rencontrerai l'ensemble des acteurs politiques d'abord et avant tout pour les écouter. Il y a maintenant 14 ans que nos chefs d'État et de gouvernement ont adopté la Déclaration de Bamako, un texte fort qui constitue la référence de la Francophonie en matière de paix, de démocratie et des droits de l'Homme. L'action quotidienne de l'OIF et de sa secrétaire générale est de rendre effectifs les grands principes énoncés dans ce document. C'est pourquoi j'encourage toujours le dialogue et la recherche du consensus là

où les problèmes peuvent se poser. C'est à ce prix seulement que nous pouvons prospérer, préserver la paix et la stabilité, qui sont des piliers pour le développement et le progrès humain. Je dis souvent que la démocratie, fondement de l'État de droit, ne va pas de soi. Il faut la défendre, la cultiver, la nourrir sans cesse. Il faut une vigilance de tous les instants.

Entretien avec le ministre des Affaires étrangères, Franck Emmanuel Isoze Ngondet

« La visite de Mme Jean est une preuve de plus de la qualité et de la richesse de la coopération entre l'OIF et le Gabon »

Propos recueillis par L-J N
Libreville/Gabon

L'Union : Monsieur le ministre, le Gabon a un agenda international très chargé cette semaine avec la 14e conférence ministérielle de l'AGO, le sommet extraordinaire de la CEEAC sur le climat, la 4e édition du NYFA et la visite officielle de Mme Michaëlle Jean, le secrétaire général de l'OIF. Comment appréhendez-vous cette intense activité diplomatique ?

Isoze Ngondet : Vous l'avez relevé, Libreville vit en cette fin de mois d'août au rythme des événements diplomatiques que vous venez de citer. Ce sont-là des événements d'importance, qui mettent en relief le poids du pays sur la scène internationale, et surtout la confiance qu'il inspire aux acteurs internationaux. La 14e conférence ministérielle de l'AGO lance une nouvelle phase, d'une durée de dix ans, de la mise en œuvre de ce mécanisme. L'Afrique le réclamait depuis l'année dernière. Aujourd'hui c'est fait. Nous fondons l'espoir que le régime préférentiel que consacre l'AGO favorisera l'accroissement du commerce et des investissements entre les États-Unis et l'Afrique, et surtout que le Gabon en tirera le plus grand profit. Au moment où le monde entier est préoccupé à faire avancer les négociations de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique, la 4e édition du NYFA offre une opportunité intéressante à la communauté internationale, et surtout à l'Afrique, pour approfondir la réflexion sur les initiatives et les engagements à prendre, ce d'autant plus que la thématique retenue, à savoir investir dans l'énergie, touche le secteur clé à développer aux fins d'une réduction significative de la production des gaz générateurs du réchauffement de la planète. Je tiens à relever que, finalement, le sommet extraordinaire de la CEEAC sur le climat a été an-

nulé. L'objectif de ce sommet était de parvenir à une position commune de la sous-région sur la question du changement climatique, consacrée par une Déclaration, que le Président de la République devrait faire valoir lors de la COP21. Or tous les pays de la CEEAC n'ont pas encore finalisé leurs contributions déterminées au niveau national (CPDN), ce qui rend difficile la prise d'engagements forts. Afin d'éviter que les chefs d'État ne s'engagent sur une Déclaration à minima, il nous a paru indiquer d'annuler le sommet et de laisser les Ministres de l'Environnement travailler sans pression et arrêter un projet de Déclaration que les chefs d'État auront le temps d'examiner et adopter avant la COP21. La visite officielle de Mme Jean est la reconnaissance de la place et du rôle que le Gabon a toujours joué au sein de la Francophonie. En somme, elle est une preuve de plus de la qualité et de la richesse de la coopération entre l'OIF et le Gabon.

Au regard de cet agenda très chargé, je peux affirmer que, sous le président Ali Bongo Ondimba, le Gabon reste résolument ouvert au monde et continue d'élargir son assise internationale.

La visite officielle de Mme Jean, qui est arrivée hier, occupe une place particulière dans cet agenda. Quels en sont les temps forts ?

- Il s'agit d'une visite officielle, d'où la solennité qui l'entoure. Au cours de sa visite, Mme Jean sera reçue par le président de la République, puis elle aura une séance de travail avec le Premier Ministre, entouré des ministres en charge de la coopération avec l'OIF. Mme Jean rencontrera aussi la Présidente de la Cour constitutionnelle, les femmes, les jeunes, les opérateurs économiques et, enfin, les responsables politiques de la majorité et de l'opposition. Il est par ailleurs prévu une rencontre avec les ambassadeurs francophones.

L'objectif global de la visite étant d'accompagner l'appropriation par le Gabon des stratégies jeunesse et économique de l'OIF adoptées à Dakar, Mme Jean procédera au lancement officiel du

concours du Fonds de l'Innovation Numérique et visitera un incubateur d'entreprise. Je terminerai en disant que Mme Jean participera aussi à la 4e édition du NYFA.

Vous avez tantôt parlé de la qualité et de la richesse de la coopération entre l'OIF et le Gabon. Quels en sont les principaux domaines ? Et quelle évaluation faites-vous de cette coopération ?

- Les domaines d'intervention de l'OIF au Gabon sont divers. Cependant, six projets véritablement structurants sont identifiés : le projet des Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) ; le Programme d'appui au renforcement des politiques et industries culturelles (PARPIC) ; le Programme de renforcement des capacités en formation, négociation et mise en œuvre de politiques commerciales ; l'École doctorale régionale d'Afrique centrale en infectiologie tropicale (EDR) ; les Campus numériques francophones ; et le Programme de décentralisation et gouvernance locale par la gestion financière des collectivités locales et l'adressage des villes (Libreville en bénéficie aujourd'hui). C'est très appréciable. Mais je dois avouer qu'un effort doit être fait pour que le niveau d'intervention de l'OIF soit au moins à la hauteur de la contribution du pays. C'est dans ce sens que le Président de la République a demandé au Gouvernement de mettre en place rapidement un plan de redynamisation de la notre coopération avec l'OIF à la faveur de l'agenda de Dakar.

Quelles sont les perspectives d'avenir de cette coopération ?

- Elles sont de deux ordres : elles visent, d'abord, à consolider les acquis et, ensuite, à identifier de nouvelles initiatives susceptibles d'apporter une plus-value. Je citerai pêle-mêle quelques unes, sans être exhaustif : la formation des animateurs des Maisons de la Culture ; l'informatisation du casier judiciaire ; la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement durable ; la promotion des langues nationales ; le développement des chaînes de télévision publiques à

travers des partenariats avec TV5 Monde et l'AUF, etc.

Le Programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, adopté à Dakar, présente aussi des perspectives fort intéressantes. Je tiens à saluer la contribution exceptionnelle de 10 millions de dollars US, soit 5 milliards de FCFA, faite par le Canada pour la mise en œuvre de ce programme.

En somme, de nombreux chantiers peuvent être ouverts, y compris dans des secteurs stratégiques comme l'énergie et le développement durable.

Avec le nouveau leadership de Mme Jean qui, déjà, a su faire bouger les lignes en prenant des options novatrices, nous gagnerions à faire évoluer notre coopération pour l'arrimer au mieux à ce nouvel élan qu'elle insuffle à la tête de l'OIF.

Au-delà des activités de coopération que vous venez de décrire, que représente la Francophonie pour les États membres et particulièrement pour le Gabon ? Quelle est la portée politique de notre adhésion à la famille francophone ?

- L'OIF comprend 90 membres dont 53 membres de droit, ce n'est pas négligeable sur la scène internationale, surtout dans le contexte actuel où le multilatéralisme tend à reprendre ses lettres de noblesse. L'OIF est fondée sur un ensemble de valeurs partagées, dont la gouvernance démocratique. L'OIF s'emploie à élargir son assise internationale à la fois politiquement et économiquement. Pour les États membres, tout comme pour le Gabon, il s'agit là d'un cadre exceptionnel pour peser sur la scène internationale. Ils peuvent s'appuyer sur l'OIF, tout en contribuant à son rayonnement, pour faire adopter leurs vues dans des débats sur les grandes préoccupations mondiales. Ils peuvent compter sur le soutien de l'OIF pour faire élire leurs candidats aux responsabilités internationales.

Par ailleurs, agir au sein de l'OIF est une preuve de la bonne tenue de la gouvernance démocratique.